



LA MAIN DANS LA MAIN. BUREAU DE DEPOT : 5000 NAMUR. ED- RESP. : ANDREE DEFAUX, RUE PEPIN, 64, 5000 NAMUR. PRIX : 1€. MENSUEL N° 356 **Novembre 2018.**



17 octobre 2018, rassemblement Place de l'Ange à Namur

SOMMAIRE

EDITORIAL

P.2 *25 ANS DE COMBATS POUR LA CITOYENNETE DES PLUS PAUVRES*
Ne passons pas à côté...

**17 OCTOBRE,
JOURNEE MONDIALE DU REFUS DE LA MISERE...
NE PASSONS PAS A COTE**

P.3 *EVALUATION DES AVANCEES ET DES RECVLS*
Notre analyse 25 ans après le Rapport général sur la pauvreté

Il y a un peu plus de 30 ans, des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants et de familles des quatre coins du monde se sont réunis place des droits de l'Homme à Paris au pied de la tour Eiffel pour refuser la misère ici et ailleurs. C'était, à l'initiative du fondateur du mouvement ATD-Quart Monde, la première pose de la Dalle en l'honneur des victimes de la misère. Quelques années plus tard, l'ONU reconnaît le 17 octobre comme Journée mondiale du refus de la misère.

P.4 *PRISE DE PAROLE PLACE DE L'ANGE*

A cette occasion, chaque année, un peu partout dans le monde, des personnes vivant l'extrême pauvreté relèvent le défi d'oser prendre la parole publiquement pour témoigner de leurs résistances, de leurs luttes et de leurs espoirs. Pour sortir de la transparence, de l'inexistence.

P.5 *RASSEMBLEMENT AU PARLEMENT DE WALLONIE*
Une démarche de citoyenneté portée par des personnes parmi les plus pauvres

Depuis de nombreuses années, le mouvement LST organise chaque 17 octobre, un temps fort de prise de parole et d'interpellations sur ce qui produit la misère. C'est un appel aux décideurs politiques et à tous les citoyens pour une prise en compte des premiers acteurs concernés et une mobilisation pour un réel changement de société.

P.6 *LA DALLE A 10 ANS*
En 2008, on posait la dalle au Parlement de Wallonie

Cette année, nous mettons en lumière un double anniversaire : celui de 25 années de combats depuis la réalisation du Rapport général sur la pauvreté et le 10^{ème} anniversaire de la pose d'une réplique de la Dalle, le 17 octobre 2008, dans l'enceinte du Parlement de Wallonie.

P.7 *ECHOS DES ACTIONS*
Tour d'horizon dans les régions

P.8/ *LE 17 OCTOBRE EN IMAGES*
9

Le mouvement LST était présent dans divers coins de Wallonie. Vous découvrirez dans ce numéro, nos différentes mobilisations, prises de paroles... temps forts de citoyenneté.

P.10 *ÇA SE PASSE PETITES NOUVELLES*

Le 17 octobre, c'était hier mais aujourd'hui... et demain ??

L'équipe d'Andenne

Que celui ou celle qui sait lire, lise et **PARTAGE** ce **JOURNAL** avec celui ou celle qui n'a pas pu apprendre à **LIRE**.

VINGT-CINQ ANS DE COMBATS POUR LA CITOYENNETE DES PLUS PAUVRES

NE PASSONS PAS À CÔTÉ...

IL Y A 25 ANS...

En octobre 1993, nous étions au centre de deux années d'une démarche singulière et novatrice initiée par le gouvernement belge. Un Rapport général sur l'état de la pauvreté en Belgique était prévu dans la déclaration gouvernementale.

En commandant cette mission, les pouvoirs publics ont précisé que ce Rapport général devra permettre, au départ de la mobilisation des pauvres eux-mêmes et des intervenants sociaux, de « s'attaquer plus profondément aux causes structurelles de la pauvreté et de la précarité. »¹

ATTENTES ET ESPOIRS

La réalisation de ce Rapport général a rencontré un grand écho et soulevé des espoirs auprès des personnes connaissant la pauvreté et qui, depuis de longues années, faisaient entendre collectivement leur voix à travers les organisations où elles se reconnaissent et se rassemblent.

Les pouvoirs publics feraient-ils crédit aux pauvres, à ce qu'ils ont à dire, à partir de leur expérience, sur l'organisation du bien commun, sur la démocratie, les intégrant le temps d'un rapport... ou pour plus longtemps dans le champ politique ?²

Un rapport général sur la pauvreté, pour s'attaquer plus profondément aux causes structurelles de la pauvreté et de la précarité

Espoirs également que cette mission puisse signifier à la fois une rupture et une avancée dans la conception des politiques.³



17 octobre 2004, enterrement symbolique du RGP



Namur, 17 octobre 2004, enterrement symbolique du Rapport général sur la pauvreté

ETAT D'UN DIALOGUE

Le Rapport général sur la pauvreté a été diffusé en 1994. Il constitue la trace d'un dialogue qui permet d'identifier la pensée et les espoirs des plus pauvres sur un certain nombre de questions de société qui les concernent comme tous les citoyens.

Il ne s'agit pas d'un répertoire consensuel de bonnes pratiques mais de l'expression de la pensée des plus pauvres confrontée à celles des responsables des services publics et des décideurs politiques.

DES LUTTES QUI DURENT

Durant les 25 ans qui ont suivi la diffusion de ce Rapport, le collectif des associations partenaires du Rapport général sur la pauvreté et particulièrement le mouvement LST, n'ont pas manqué de rappeler les interpellations qu'il contient. Des interpellations qui questionnent de manière pertinente et radicale des décisions politiques qui contribuent à l'augmentation des inégalités et à la production de misère.

Un des premiers chantiers dans lequel le Collectif des associations s'est investi, s'est concrétisé par la création, au niveau fédéral, du Service de lutte contre la pauvreté dont la mission principale est de prolonger le processus de dialogue du Rapport général sur la pauvreté.

Ce processus s'est poursuivi notamment au travers des concertations organisées par le Service de lutte contre la pauvreté, auxquelles de nombreux militant(e)s de LST et d'autres associations ont activement participé jusqu'aujourd'hui.

Le processus d'interpellation politique s'est poursuivi notamment au travers des rapports bisannuels transmis aux mandataires politiques de tous les niveaux de pouvoirs.

QUELLES EVOLUTIONS ?

Après 25 ans, il nous a semblé essentiel de faire l'évaluation de ce que le Rapport général a permis comme avancées.

Nous avons voulu jeter un regard critique sur la manière dont les attentes et espoirs exprimés ont été entendus et pris en considération. Voir en quoi et comment la citoyenneté des plus pauvres a pu continuer à se construire et ce que les pouvoirs publics ont mis en place pour s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et de la précarité.

Des interpellations qui questionnent de manière pertinente et radicale des décisions politiques qui contribuent à l'augmentation des inégalités et à la production de misère.



EVALUATION DES AVANCEES ET DES RECULS

NOTRE ANALYSE, 25 ANS APRÈS LE RAPPORT GÉNÉRAL SUR LA PAUVRETÉ

SE REPLONGER DANS LE RAPPORT GÉNÉRAL

Il y a plusieurs mois au sein de nos rassemblements, nous avons décidé d'évaluer, depuis notre participation au Rapport général sur la pauvreté, quelles sont les avancées et les reculs en termes de droits sociaux et de garantie d'une réelle citoyenneté pour tous.

Dans un premier temps, nous avons décidé de nous replonger dans ce rapport. Pour certain(e)s d'entre nous ce fut une relecture, pour d'autres une découverte. Nous nous sommes répartis les différents grands thèmes qui y sont abordés, afin de faire une relecture plus approfondie de ce qui avait été dit à l'époque.

Ces grands thèmes sont : la famille, le travail et la protection sociale, l'habitat, la santé, la justice, l'enseignement, la culture, et l'endettement.

NE PASSONS PAS A CÔTÉ...

Le document que nous avons rédigé collectivement aborde chacun de ces thèmes avec une même grille de lecture qui permet de prendre conscience des nombreux combats menés par les plus pauvres pour la reconnaissance de leur citoyenneté.

Nous rappelons d'abord les constats posés par les participants au Rapport entre 1992 et 1994. Cela permet d'identifier quels étaient à cette époque les obstacles qui freinaient l'accès à ces différents droits fondamentaux. Et quelles étaient les propositions émises pour s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté.

Nous proposons ensuite notre analyse des évolutions en termes d'avancées et de reculs, durant les 25 années qui ont suivi la publication du Rapport.

Enfin, nous passons en revue un certain nombre d'actions qui ont été menées pendant toutes ces années par le mouvement LST et d'autres associations.

Réveiller des choix politiques qui visent à construire un monde qui se fonde sur l'égalité et la justice.

CE QUI RESSORT DE NOTRE ANALYSE

A travers tous les chapitres du Rapport général sur la pauvreté, on retrouve à la fois les mêmes constats et les mêmes aspirations.

Quand on subit la grande pauvreté, le prix à payer au niveau de la famille, de la santé, de la citoyenneté... est énorme. Les moyens financiers dont on dispose ne permettent pas d'accéder au logement, aux soins de santé, à l'enseignement, à la culture, à la justice... L'insécurité d'existence est permanente.

Pour les plus pauvres, on ne parle que de minima et de droits spéciaux. La limitation de l'accès à tous les droits fondamentaux constitue un déni de citoyenneté imposé à toute une partie de la population.

De plus, de nombreuses législations contribuent à fragiliser, voire condamner davantage les plus exploités.

Face à ces constats accablants, le Rapport général sur la pauvreté regorge de propositions pour mettre en œuvre des politiques qui s'interrogent sur les causes structurelles de la pauvreté. Et qui répondent aux difficultés vécues par les plus pauvres, au lieu de les enfermer dans la stigmatisation et le mépris.

De nombreuses voix s'élèvent pour réveiller des choix politiques qui décident d'une autre répartition des budgets, d'une autre politique fiscale... pour plus d'égalité et de justice sociale.

Les participant(e)s au Rapport insistent aussi sur l'absolue nécessité de partir de ce que les plus pauvres expriment à propos de leurs conditions d'existence et de leurs espoirs d'une vie meilleure. La nécessité de les considérer comme de réels partenaires, comme des leviers indispensables de changement, afin de donner une impulsion durable aux mesures politiques qui les concernent.

Vingt-cinq ans plus tard, nous pointons une croissance des inégalités qui s'accompagne de répressions accrues des plus pauvres, d'une insécurité d'existence pour une part croissante de la population, d'une

fragilisation organisée des solidarités structurelles telles que la sécurité sociale, d'une accumulation des richesses produites dans les mains de quelques-uns, etc. L'évolution de nombreuses législations se caractérise par une conditionnalité accrue de l'accès aux droits, même les plus élémentaires. Plus de conditions signifie plus de procédures et de démarches, plus de contrôles et de sanctions.

Des droits fondamentaux sont remis en cause et on fait toujours plus porter aux plus pauvres la responsabilité de leur situation, jusqu'à les criminaliser.

De plus en plus de cadres légaux organisent d'un côté le renforcement des inégalités et de l'autre une répression accrue vis-à-vis des populations les plus précarisées.

NE RIEN LACHER...

Aujourd'hui, nous sommes bien obligés de constater que les attentes et les espoirs exprimés dans le Rapport général sur la pauvreté et les interpellations qu'il contient, n'ont trouvé que très peu d'écho auprès des Gouvernements qui se sont succédés depuis 1994.

Malgré cela, nous ne devons surtout pas oublier que l'acte de citoyenneté assumé, de manière rigoureuse, par des délégués des populations les plus pauvres et leurs associations dans la réalisation et le suivi de ce Rapport, est un grand pas vers plus de démocratie.

Et que cette pratique de la démocratie constitue une source essentielle de connaissances pour poser des choix de société qui privilégient prioritairement le respect de la dignité humaine et la réalisation d'une sécurité d'existence pour toutes et tous.

A DECOUVRIR OU REDECOUVRIR

Ne passons pas à côté... 25 ans de combat pour la citoyenneté des plus pauvres

http://www.mouvement-lst.org/documents/2018-10-17_LST_JMRM_Etude_NePassonsPasACote.pdf

Rapport général sur la pauvreté

<http://www.luttepauvrete.be/publications/RGP95.pdf>

PRISE DE PAROLE AU STAND PLACE DE L'ANGE

Le 17 octobre, c'est aussi le point culminant de la campagne « Transparent ». A l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, nous invitons tous nos partenaires à nous rejoindre, avec le personnage transparent qu'ils ont accueilli, Place de l'Ange où nous tenons un stand et au Parlement de Wallonie.

Nous remercions les 150 associations et organisations qui pour la première fois ou cette année encore ont soutenu notre campagne.

Plusieurs partenaires qui nous avaient rejoints ont souhaité prendre la parole. En voici quelques extraits.

Intervention d'un groupe du CPAS de Florennes



« Impossible de joindre les deux bouts »

« Le changement c'est maintenant et maintenant c'est quand ? »

« Une vie plus digne qu'orangeuse »

« Seuls ceux qui sont assez fous pour penser qu'ils peuvent changer le monde y parviennent. »

Henry Dunant

« Le pauvre n'a pas seulement faim de nourriture mais a aussi terriblement faim de dignité humaine. Nous avons besoin d'amour et d'exister pour quelqu'un d'autre. »

Mère Térésa

« On a juste de quoi vivre, alors Messieurs, Mesdames les politiques, nos poches ne sont pas vos tirelires. »

Intervention d'un responsable de l'école sociale de Namur

« Comme vous le dites dans vos documents et vos prises de parole, les plus pauvres deviennent souvent inexistantes aux yeux de la société.

Il y a des assistants sociaux et des services sociaux à qui ça ne pose pas de problèmes de fonctionner dans ce système-là et qui s'appliquent à exécuter les décisions qui leurs sont demandées.

Mais il y a aussi des assistants sociaux et des services sociaux et il y en a aussi sûrement aujourd'hui, qui disent non, ça ne nous convient pas. Qui pour rester fidèles à leurs valeurs résistent, contestent, essaient d'agir là où ils peuvent agir pour agir autrement que ce que on leur demande.



Et nous on dit que ce modèle-là, ce modèle libéral ce n'est clairement pas le nôtre, on n'en veut pas. Quand je dis « nous » c'est bien l'école sociale. Nous nous refusons à former des assistants sociaux pour qu'ils soient des contrôleurs sociaux. Des assistants sociaux qui vont exclure des gens, qui vont renforcer les exclusions plutôt que de les combattre. Nous refusons de former des assistants sociaux qui vont priver certaines personnes de leurs droits et de leur dignité. Ce n'est pas ça qu'on veut. Nous on se réfère plutôt à un modèle qu'on peut appeler « solidaire ».

Voilà pourquoi vos constats, vos analyses et votre combat nous les partageons. »

Intervention de militant(e)s de LST Ciney-Marche



« Nos projets et nos espoirs »

Avoir un toit sur la tête. Un logement qu'on maîtrise.
Fonder une famille.
Avoir un revenu qui nous permette de vivre dignement.
Aller à l'école pour apprendre.
Avoir un travail dans lequel on n'est pas exploité.
Que nos enfants puissent faire des projets et les mener à bien.
Pouvoir être solidaire avec d'autres sans être sanctionné.

Pour y arriver, on est face à de nombreux freins

On nous met des tas de conditions
On ne nous prend pas au sérieux
On ne nous fait pas confiance
On nous rend responsable de notre situation
On ne se sent pas soutenus

Ce qui nous permet malgré tout d'avancer

La solidarité
L'aide et la confiance de notre entourage
Le courage, la persévérance. »

RASSEMBLEMENT AU PARLEMENT DE WALLONIE

UNE DEMARCHE DE CITOYENNETE PORTEE PAR DES PERSONNES PARMIS LES PLUS PAUVRES
UN PAS DE PLUS POUR SORTIR DE LA TRANSPARENCE



17 octobre 2018, entrée au Parlement de Wallonie avec les personnages transparents

NOUS ETIONS NOMBREUX

Cette année encore, nous étions très nombreux à nous rassembler au pied de la Dalle en l'honneur des victimes de la misère, scellée depuis 10 ans sur les murs intérieurs du Parlement de Wallonie.

Nous étions rassemblés, pour y faire mémoire en partant des espérances et des résistances à la misère, portées par les plus pauvres hier et aujourd'hui.

Nous y sommes venus, pour la quatrième année consécutive, avec les personnages transparents qui symbolisent la présence de toutes celles et tous ceux qui n'osent pas se montrer ou qui n'ont pas trouvé le courage de venir, trop écrasé(e)s par la misère et le mépris.

La présence du Président du Parlement, André Antoine et de plusieurs membres de l'assemblée parlementaire de Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, témoignaient de leur intérêt pour entendre nos prises de parole, dont la légitimité repose dans les résistances à la misère de ceux et celles qui nous partagent leur témoignage.

Dans son mot d'accueil, André Antoine a rappelé que la Dalle en mémoire des victimes de la misère est bien à sa place dans le Parlement et il a souligné l'importance de notre présence pour y témoigner des espérances et des duretés de l'existence imposées aux populations les plus opprimées. Il a également souligné les limites des politiques engagées en matière de lutte contre la pauvreté.

DES ACTES DE CITOYENNETE

Cette année, nous avons voulu marquer deux événements importants. Les vingt-cinq ans de la parution du Rapport général sur la pauvreté et les dix ans de la

pose de la Dalle en mémoire des victimes de la misère dans le Parlement de Wallonie.

Deux actes de citoyenneté portés par les plus pauvres et leurs associations pour rappeler que la misère se produit à travers nos modes d'organisation et nos institutions, ainsi qu'à travers une répartition profondément inégale des ressources disponibles.

Deux actes de citoyenneté pour rappeler aussi que la construction d'une société plus égalitaire, plus humaine est une question de survie. Et qu'elle sera le résultat de choix politiques clairement orientés vers des options de justice et d'équité.

NOS INTERPELLATIONS

A l'occasion de cette assemblée citoyenne, nous avons pu écouter des témoignages qui nous rappellent la violence terrible de certaines législations ou pratiques en matière de gestion de la pauvreté. Des situations intolérables qui accompagnent inévitablement la gestion des inégalités et dont nous dénonçons déjà l'existence dans le cadre du Rapport général sur la pauvreté, paru en 1994.

A travers ces témoignages et ces prises de parole, nous questionnons une fois de plus un certain nombre de législations et les pratiques qui augmentent les inégalités et poussent un nombre croissant de personnes et de familles dans une insécurité d'existence permanente : les exclusions d'un nombre considérable de bénéficiaires des allocations d'insertion et de chômage, les conditionnalités accrues pour accéder au revenu d'intégration, notamment à travers le PIIS, les grandes difficultés pour exercer son rôle de parents ou simplement

garder un lien réel avec les enfants dans les situations de placement, la répression de la mendicité, un Plan wallon de lutte contre la pauvreté qui ne s'attaque pas aux causes profondes, etc.

DES OBJECTIFS PRIORITAIRES

A travers ces prises de parole, nous invitons les parlementaires à tenir compte d'objectifs prioritaires dans les choix politiques à faire :

- entendre et comprendre les cris de souffrance devant la violence infligée à de nombreuses personnes par certaines législations indignes d'un état qui se prétend respectueux des droits humains pour tous,
- mettre un frein à l'augmentation des inégalités et de la répression croissante sur des populations en situation de plus en plus précaire ainsi qu'au démantèlement de la sécurité sociale,
- respecter les objectifs de Développement Durable par rapport auxquels la Belgique s'est engagée, notamment sur les objectifs relatifs à la lutte contre la pauvreté, les inégalités et une participation citoyenne reconnue pour tous.

UN PAS DE PLUS...

Cette démarche dans le Parlement de Wallonie n'est pas que symbolique. Elle constitue un pas supplémentaire de la citoyenneté active que les plus pauvres portent au quotidien. Elle est un pas de plus pour sortir de la transparence.



17 octobre 2018, cérémonie au Parlement

10 ANS DE LA POSE DE LA DALLE EN L'HONNEUR DES VICTIMES DE LA MISÈRE

CETTE ANNÉE, C'EST LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA POSE D'UNE RÉPLIQUE DE LA DALLE
EN L'HONNEUR DES VICTIMES DE LA MISÈRE AU PARLEMENT DE WALLONIE

Chaque année, la Journée mondiale du refus de la misère, est l'occasion de commémorer et témoigner au Parlement de Wallonie autour de cette Dalle. Nous y questionnons les parlementaires sur l'application de politiques qui enfoncent les plus pauvres dans une insécurité d'existence permanente. Nous y apportons nos espoirs mais aussi nos combats et nos souffrances.

Cette Dalle est là pour nous rappeler la permanence du combat à mener contre la pauvreté et l'importance d'y associer comme acteurs, ceux et celles qui en sont victimes en premier lieu.



Dalle en l'honneur des victimes de la misère, posée au Parlement de Wallonie, le 17 octobre 2008

En 2007

A l'occasion des 20 ans de la Dalle du Trocadéro, notre proposition aux autorités wallonnes d'installer une copie de celle-ci de manière permanente aux alentours directs du Parlement de Wallonie a été acceptée par M. Rudy Demotte, Ministre-Président de la Région wallonne, ainsi que par plusieurs parlementaires wallons.

Avant de devenir le Parlement de Wallonie, ce lieu fut le Saint Gilles, le premier hôpital général chargé de secourir les misères et l'extrême pauvreté à travers différentes époques.

En 2008

C'est à l'initiative des mouvements ATD Quart-Monde et LST, que la Dalle « en l'honneur des victimes de la misère », a été installée dans la galerie du Parlement le 17 octobre 2008 par décision de l'Assemblée parlementaire.

Evidemment son texte est en wallon et a été réalisé en dinanderie par une école de la région.

Depuis cette date, chaque 17 octobre, un « Rendez-vous » est pris autour de la Dalle. C'est un temps de témoignage, d'appel et de rappel du combat à mener : lutte individuelle et collective pour survivre et pour retrouver sa dignité face à ce qui opprime. C'est aussi un temps d'échange, plus informel avec les mandataires politiques présents, autour de nos questionnements et interpellations.



17 octobre 2018, rassemblement au Parlement de Wallonie

Le 17 octobre 1987

La première Dalle en l'honneur des victimes de la misère a été inaugurée par le père Joseph Wresinski, fondateur du mouvement ATD Quart Monde, sur le Parvis des droits de l'Homme et des libertés, Place du Trocadéro à Paris. Depuis, 52 répliques de cette Dalle ont été inaugurées dans le monde.



17 octobre 2018, prises de parole devant la Dalle au Parlement de Wallonie

ECHO DES ACTIONS MENÉES DANS LES RÉGIONS

ACTION SUR LE MARCHÉ A ANDENNE

Dans le cadre de la Journée mondiale du refus de la misère, nous étions présents le vendredi 28 septembre devant l'Hôtel de ville à Andenne.

Des militants du Mouvement se sont mobilisés pour mener une action sur le marché pour la troisième année consécutive. Non pas dans le cadre de la campagne électorale qui battait son plein à ce moment-là mais bien pour sensibiliser une nouvelle fois le public à ce que nous dénonçons à travers notre campagne « Transparents » : la fragilisation des droits fondamentaux et les discriminations des plus pauvres, qui les rendent inexistantes, transparents.

Et cet appel concerne directement la politique communale.

Nous avons également interpellé les passants pour notre action et rassemblement du 17 octobre à Namur.



NOUS ÉTIIONS AUSSI A NAMUR AU FESTIVAL "TEMPO COLOR" LE 6 OCTOBRE 2018

A HUY

Depuis plusieurs années, à l'initiative de la ville de Huy et de différentes associations de la région dont L.S.T Andenne, une dynamique de réflexion est née autour de la Journée mondiale du refus de la misère. La volonté de ce groupe est de mener une action de sensibilisation et d'interpellation.

Cette année, différents stands étaient présentés à l'occasion de la brocante annuelle du S.E.F.¹ L'occasion avec ces différents partenaires d'interpeller et de sensibiliser sur notre campagne « transparents » et nos actions du 17 octobre à Namur. Mais aussi l'opportunité de mettre en lumière nos revendications et des réalisations de nos ateliers créatifs.

1. Service d'Entraide Familiale – Maison d'accueil de Huy



Moments forts de rencontres et d'échanges

A ROCHEFORT, LE FESTIVAL « ON N'EST PAS TOUT SEUL »



Quelques temps forts du festival, qui nous ont permis de prendre la parole, d'interpeller, de rencontrer d'autres, de nous faire connaître...



Dans le cadre des nombreuses actions menées à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, la seconde édition du festival « On n'est pas tout seul » a eu lieu les 19 et 20 octobre, au centre culturel de Rochefort.

Comme l'année dernière, le groupe de militant(e)s de LST présent(e)s sur la région de Jemelle, Marche, Rochefort... s'est fortement impliqué tant dans l'organisation que dans la participation à l'ensemble de la programmation. Une fois de plus nous avons été très bien accueillis par l'équipe du centre culturel.

Nous avons pu découvrir des spectacles de théâtre-action qui parlent de ce que nous vivons au quotidien : l'insécurité d'existence, l'endettement, la solitude, le mépris, les préjugés... Et poursuivre la réflexion et les échanges avec d'autres participant(e)s à travers des débats et divers ateliers.

Pour nous, ce festival fut aussi une belle occasion de mieux nous faire connaître dans la région. Notre stand et les affiches que nous avons réalisées, ainsi que les personnages transparents, ont attiré l'attention de nombreuses personnes avec lesquelles nous avons eu des discussions enrichissantes et porteuses d'avenir.

La présentation du livre « Rue des Droits de l'Homme. La fronde des sans-abri » écrit par Georges de Kerchove d'ATD, a également été une belle réussite. La salle de la bibliothèque de Rochefort était comble.

Le débat qui a suivi montrait clairement que nous sommes nombreux à refuser de nous retrancher dans l'indifférence, mais qu'au contraire nous voulons participer à la construction d'un monde qui permette à tous d'avoir accès aux droits fondamentaux et à une vie digne.

« LE 17 OCTOBRE EN IMAGES »

« Pourquoi, tout ce que nous partageons de nos réalités depuis tant d'années ne fait pas changer les choses ? »

Marcelle



« Que t'as envie de baisser les bras plein de fois, ce qui a fait la différence, c'est que je n'étais pas seul.

Des personnes de confiance, ma famille mais aussi le fait de se rassembler à LST, a permis que je ne baisse pas les bras.

J'ai beaucoup écouté. Et je me suis senti écouté. Des personnes m'ont donné leur confiance.

Cela donne de la force et cela change tout. »

Xavier



Le stand de LST

« Les gens se soignent mal car ils ne savent pas faire autrement que prendre un médicament un jour sur deux ».



Prise de parole des militant(e)s de la région de Ciney-Marche



Prise de parole d'un militant d'ATD :
« C'est un péché quand tu es pauvre ! »

« Bonne manif à LST de ma part et que ça progresse dans le futur. Grosse pensée à vous tous et garder courage »

JM Ledieu, un militant de France

**ON NOUS REND
TRANSPARENTS
MAIS NOUS
RESISTONS TOUS
LES JOURS A LA
MISERE**



EN ROUTE VERS LE PARLEMENT DE WALLONIE
POUR TEMOIGNER DEVANT LA DALLE



« Depuis des mois je vivais dans une angoisse permanente. Je me suis sentie obligée de signer. Je n'avais pas le choix. Qui aurait payé mon loyer ? Comment aurais-je pu me nourrir ? C'est un travail obligatoire... »

Patricia

« En août 2009, j'ai été convoqué à une journée d'information collective sur l'article 60. Ils nous ont expliqué que l'article 60 était un tremplin pour redémarrer dans la vie professionnelle. Je suis intervenu pour dire que ce qu'ils proposaient n'était rien d'autre qu'un carrousel. J'ai expliqué que j'étais SDF, que j'avais été exclu du chômage, que j'avais demandé le RIS et que dans ce cadre on allait me dire de faire un article 60 qui durerait 18 à 24 mois. Et une fois que j'aurais retrouvé mes droits au chômage mais pas d'emploi, je serai à nouveau exclu du chômage. Et retour à la case départ. »

Patrick



« Dans certains hôpitaux, si tu n'as pas l'argent pour entrer, tu ne rentres pas. Ma femme devait se faire opérer et au guichet, on me demandait de payer l'acompte, j'ai refusé. La deuxième fois, on m'a appelé le jour avant en disant que si je ne venais pas avec l'acompte, on ne me laissait pas rentrer. »

Un militant d'Andenne





CA SE PASSE

Novembre	Inter-journal		Atelier famille		Agora		Atelier le Fil	
	L.	M.	M.	J.	V.	S.	D.	
				01	02	03	04	
	05	06	07	08	09	10	11	
	12	13	14	15	16	17	18	
	19	20	21	22	23	24	25	
	26	27	28	29	30			

Rencontre avec l'AMO Droits des jeunes (05-06-07-08-09-10-11)
 Une délégation se rend au conseil communal de Namur (15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25)
 Le week-end du 23, 24 et 25 l'atelier « le fil » participe au Salon Récupère

ET SURTOUT...

LES CAVES : A Namur, les mardis 6 et 20 novembre. A Andenne, les mardis 13 et 27 novembre. A Rochefort, le lundi 19 novembre. A Fontaine, les vendredis 16 et 30 novembre.

L'ATELIER : à Andenne les mardis et à Namur les vendredis. **L'ATELIER LE FIL** se retrouve les samedis le 10 novembre et le 23, 24 et 25 au Salon Récupère. **L'ATELIER REFLETS** les lundis après-midi.

LES PERMANENCES : vous accueillent le lundi à Andenne, le lundi et le jeudi à Namur. Le mardi à Jemelle.

LE GROUPE DU SUIVI DU RAPPORT GENERAL SUR LA PAUVRETE se voit tous les mercredis. Nous sommes également tous les mercredis aux Balances et à Peu d'Eau en

BIBLIOTHEQUE DE RUE avec les enfants.

UNE EXPO POUR LUTTER CONTRE LES PRÉJUGÉS

Pendant plusieurs mois, des personnes qui bénéficient de l'aide du CPAS d'Havelange se sont rassemblées autour de la question des préjugés. Ils ont notamment travaillé avec un photographe. A leur demande, nous avons pu accompagner un petit bout de ce travail collectif.

De fil en aiguille, ils ont monté une expo, avec pour objectif de déconstruire les préjugés, briser la stigmatisation, sortir de la culpabilisation, proposer une analyse critique de la pauvreté...

Le mardi 23 octobre, nous étions une petite délégation de la région de Ciney-Marche à nous rendre à Maffe, pour découvrir leur expo.

Nous avons pu apprécier le travail photographique qu'ils ont réalisé pour témoigner de l'insécurité d'existence qu'ils vivent au quotidien et des préjugés qui pèsent sur eux et leur famille.

Un beau et bon moment collectif de rencontre et de découverte



Des militant(e)s de la région à la découverte de l'expo



PETITES NOUVELLES

NAISSANCE A NAMUR

Le 20 septembre 2018 Emilia est née chez Alice Bertrand et Alvaro Cortez et Elisa sa grande sœur. Bienvenue et toutes nos félicitations aux parents.

« LA MAIN DANS LA MAIN » LE QUART MONDE EN MOUVEMENT

ONT PARTICIPE A CE NUMERO

D'Andenne : l'équipe d'actualités andennaises. De Ciney-Marche-Jemelle : des militant(e)s de la région. Du Hainaut : des militant(e)s de la région. De Namur : Andrée, Leaticia, Patricia, l'équipe de rédaction et d'envoi et le groupe suivi RGP.

NOS ADRESSES DE CONTACT

A ANDENNE :

L.S.T Andenne asbl - Tél. : 085/ 84.48.22
 Rue d'Horseilles, 26 – 5300 Andenne
 andenne@mouvement-lst.org
 Cpte: **IBAN: BE96 3500 2327 8305**

A CINEY-MARCHE:

L.S.T Ciney-Marche - Tél. : 0486/333617
 Route de France, 5 - 5377 Baillonville
 ciney-marche@mouvement-lst.org
 Cpte : **IBAN : BE71 7925 8843 2869**

PROVINCE DU HAINAUT :

Fabien Lardinois
 Rue de l'Esclopperie, 1, 7040 Quévy-le-Grand
 Tél: 065/88.59.50 – 0486/334359
 hainaut@mouvement-lst.org
 Cpte: **IBAN: BE67 0013 3858 9387**

A NAMUR :

L.S.T Namur - Tél. : 081/22.15.12
 Rue Pépin, 27 – 5000 Namur
 namur@mouvement-lst.org
 Cpte: **IBAN: BE12 0011 2378 3392**

A TUBIZE :

Claire Goethals - Tél. : 067/64.89.65
 Rue du Centre, 19 – 1460 Virginal
 tubize@mouvement-lst.org

POUR PLUS D'INFORMATIONS

RETROUVEZ-NOUS SUR :

www.mouvement-lst.org

federation@mouvement-lst.org

ABONNEMENT

Abonnement de soutien fixé à 15 euros/an
 Cpte : **IBAN BE67 0013 3858 9387**
 De la Fédération Luttes Solidarités Travail
 Rue Pépin, 27– 5000 Namur

DONS

Tous les dons de plus 40 euros sont déductibles des impôts. Montant à verser sur le compte **IBAN BE 23 2500 08303891**. BIC : GEBABEBB. De Caritas Secours Francophone (Délégation de Namur- Luxembourg), avec comme mention : projet n° 05/65 (LST) ou projet n° 178 communication 732-501 (LST Andenne)

AVEC LE SOUTIEN

De la Fédération Wallonie Bruxelles (Ministère de la Culture et des Affaires Sociales) et de la Région wallonne (Direction générale de l'économie et de l'emploi).



CHERS LECTEURS, N'HESITEZ PAS A NOUS CONTACTER. NOUS ATTENDONS VOS REMARQUES, VOS ARTICLES, UN PETIT COUP DE FIL... BONNE LECTURE !

LMDLM@MOUVEMENT-LST.ORG